



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE

n° 33 du 12 septembre 2008

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 15 septembre 2008

S O M M A I R E

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	566
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	566
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	566
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	566
Arrêté de délégation de signature n° OSD 0807 du 9 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.....	566
Arrêté n° 08.BMSSE.64 du 11 septembre 2008 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques	566

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles***Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

Arrêté de délégation de signature n° OSD 0807 du 9 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;
Vu la décision de Monsieur le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2008 portant nomination de Monsieur Daniel GUYOT en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2008.
Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 (Chapitre 0156), « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local », y compris la régie d'avances, de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Art. 2 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 218 (Chapitre 0218) « Conduite et pilotage des politiques économiques, financière et industrielle » et du compte d'affectation spéciale du chapitre 0722 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Monsieur le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Art. 7 : Délégation de signature est accordée Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 8 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 9 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 10 : Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 11 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 12 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence en ce qui concerne les besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux.

Art. 13 : Le présent arrêté prend effet au 1^{er} octobre 2008, date à laquelle l'arrêté du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Maryse Devaux, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Art. 14 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 septembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.64 du 11 septembre 2008 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 07/754 A du 15 octobre 2007 du ministre de l'intérieur nommant Madame Véronique PHELPS directrice des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, directrice de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de :

- signer les ampliements des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressé, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ou en l'absence de cette dernière par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PHELPS, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Anne-Lise FUCHS, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Sabine CHOIGNOT, cadre de 1^{er} niveau à France Télécom détaché, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Sylvia POLIN, attachée, chef de bureau ou en l'absence de cette dernière par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PHELPS, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Madame Sylvia POLIN, chef de bureau, ou en l'absence de cette dernière par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, Monsieur Ahmed CHAIB et Mademoiselle Anne AUBRY secrétaires administratifs de classe normale et par Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Art. 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Véronique PHELPS et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mesdames Odile SUTTONI, secrétaire administrative de classe normale, et Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Madame Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;
- Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, Madame Anne PIZMOHT, Messieurs Renaud PLANAT, Ahmed CHAIB et Mademoiselle Anne AUBRY, secrétaires administratifs de classe normale, Mesdames Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

Art. 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Madame Véronique PHELPS et de Madame Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU LORINO, Mesdemoiselles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et, à Messieurs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE adjoints administratifs pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Véronique PHELPS, de Monsieur Jean-Pierre DEVIDET et de Madame Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^{re} classe pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Art. 11 : Sous le contrôle et l'autorité de Madame Véronique PHELPS et de Madame Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mesdames Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, Christine HOLLARD adjoint administratif principal 2^{ème} classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif 1^{ère} classe pour délivrer les récépissés de dépôt de demande de naturalisation.

Art. 12 : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ou le secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à Madame Véronique PHELPS pour présider les dites commissions.

Art. 13 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mesdames Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, à Mademoiselle Anne AUBRY et Monsieur Ahmed CHAIB secrétaires administratifs de classe normale et à Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Art. 14 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

Art. 15 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.15 du 15 avril 2008 accordant délégation de signature à Madame PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

Art. 16 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 septembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

